

Unité Départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 12 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

EUREDEN

LA GARE - ROUTE DE TREDIAS
BP 18
22250 Broons

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2023 dans l'établissement EUREDEN implanté Route de trédias - LD La Gare BP 18 22250 Broons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des observations formulées lors de l'inspection inopinée de 2022, et dans le cadre de l'action nationale silos 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREDEN
- Route de trédias - LD La Gare BP 18 22250 Broons
- Code AIOT : 0005500023
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de la société EUREDEN à Broons bénéficie d'un arrêté préfectoral daté du 10 février 1994. Cette coopérative agricole est spécialisée dans la fabrication de produits agro-alimentaires pour le bétail issus des céréales (blé, maïs,...), de substances végétales organiques et d'éléments minéraux stockés sur le site.

Du fait de cette activité, elle possède et exploite sur son site de BROONS des équipements appropriés à la transformation des céréales brutes : broyeurs, séchoirs, silos de stockage notamment.

Les installations de stockage de céréales visées par la présente inspection sont celles relevant de la rubrique n° 2160-2a de la nomenclature des installations classées (silos dits verticaux) : un silo Coque composé de 4 cellules (volume total 42 666 m³), un silo Palplanches ou silo "Cases" comportant 10 cellules (volume total de 8 380 m³) , 11 cellules dites LIP pour un volume total de 3 937 m³, un silo béton (4 cellules + un as de carreau pour un total de 7 570 m³) et 3 cellules de type Privé pour un volume de 10 737 m³. Le site comprend également un silo métallique pour le maïs et des boisseaux associés aux installations.

Le volume total stocké est évalué à 78 205 m³ au sein de l'établissement. Ce dernier relève donc du régime de l'Autorisation au titre de la rubrique 2160-2.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Cette visite s'inscrit dans le cadre des observations formulées lors de l'inspection inopinée de 2022, et dans le cadre de l'action nationale silos 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des risques présentés par les silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13	Susceptible de suites	Sans objet
2	Prévention des risques présentés par les silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13	Susceptible de suites	Sans objet
3	Prévention des risques présentés par les silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13	Susceptible de suites	Sans objet
4	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
5	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
6	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
7	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
8	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
9	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
10	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le site était correctement exploité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques présentés par les silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des surfaces empoussiérées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées) Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
Constats : Les opérations de nettoyage sont réalisées conformément aux périodicités définies dans le planning de nettoyage « EN-Q-SILO-261 ». Lors de la visite, l'inspection a constaté un bon niveau de nettoyage, notamment au niveau du silo béton (cellules 51 à 54 et as de carreau 55), le silo palplanches et le silo coque (cellules 95 à 98).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention des risques présentés par les silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de nettoyage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées) Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : La procédure de nettoyage « PR-Q-NETTOYAGE 01 » a été modifiée par l'exploitant, afin de préciser les conditions d'utilisation des moyens de nettoyage, à savoir le caractère systématique de la centrale d'aspiration et le recours exceptionnel de la soufflette et du balai. La centrale d'aspiration a un indice de protection IP 55, afin d'éviter l'incendie et l'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention des risques présentés par les silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence des nettoyages
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées) La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Suite à la visite du 21 juillet 2022, l'exploitant a modifié la procédure de nettoyage « PR-Q-NETTOYAGE 01 ». Les périodicités ont été modifiées notamment pour le silo palplanches (2 fois/semaine) et pour le silo coque, avec un nettoyage renforcé en période de récoltes. Cependant, l'exploitant a omis de modifier la fréquence de nettoyage pour le silo béton en période de récoltes (2 fois/semaine). Il a déclaré le faire aussitôt. Les opérations de nettoyage réalisées par les cordistes ont été intégrées dans le planning, mais figurent également sur la fiche de vie du silo. Toutes les opérations de nettoyage sont enregistrées dans le registre avec un code couleur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Le responsable du site est M. RAFFRAY, sa nomination ainsi que ses prérogatives font l'objet d'un document officiel de la part de l'exploitant, il a pour adjoint M. HOUEE. L'ensemble du personnel reçoit une formation sur le risque incendie, explosion de poussières et sur le séchoir pour les 3 opérateurs de conduite. Ces formations font l'objet d'un plan de formation et sont dispensées par COOP DE FRANCE. La périodicité est de 5 ans au maximum.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
Constats : Les procédures d'exploitation ainsi que les consignes de sécurité ont été présentées lors de la visite. Elles traitent des contrôles et des opérations à effectuer en marche normale, en cas d'arrêt pour travaux et lors de la remise en service des installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommé désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Le registre des permis de feu fait apparaître tous les éléments nécessaires, notamment la ronde après la fin des travaux. Le plan de prévention est systématiquement rempli. L'inspection a examiné le registre des permis de feu, ainsi que le plan de prévention. Les permis de feu ne font pas apparaître de non-conformités. Certains plans de prévention sont préremplis en fonction des entreprises intervenant sur le site. Une réunion annuelle est organisée avec les intervenants, pour une sensibilisation sur les risques liés à l'activité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Le site est équipé d'appareils de manutention (transporteurs à chaîne, élévateurs...) équipés de dispositifs de sécurité (contrôleur de rotation, déport de bande, trappe de débouillage...). Ils sont asservis au système d'aspiration. Les détecteurs sont contrôlés tous les ans ainsi que le double asservissement. Ces contrôles font l'objet d'une procédure « IN-S-ICPE 01 ».
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Le site est équipé de 6 transporteurs à bande (5 pour la partie silo et 1 pour la partie usine « palplanches »). La bande du transporteur « usine » a été remplacée en 2020, et l'ensemble des bandes sont non propagatrices de la flamme. Un contrôle visuel est réalisé 3 fois par an et également par le personnel de conduite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Equipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été effectuée par la société APAVE pour la partie usine et par la société DEKRA pour la partie silos, en 2022. Les rapports de vérification des installations électriques sont conformes aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004. Il ne relève pas de non-conformités. Le bureau d'étude conclut que le silo dispose bien de parafoudre et les structures métalliques et que les liaisons équipotentielle sont effectivement ramenées à la terre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : Les installations de protection contre la foudre sont contrôlées par la Société BCM Foudre tous les ans. La dernière vérification a été effectuée le 6 février 2023 (vérification visuelle), le rapport atteste de la conformité des installations, aucune observation n'a été formulée par l'organisme compétent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet